



COMPTE-RENDU DE LA DEUXIÈME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL OUVERT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 17-19 AVRIL 2013

La deuxième session du Groupe de travail ouvert (GTO) de l'Assemblée générale de l'ONU (AGNU) sur les Objectifs de développement durable (ODD) s'est déroulée du 17 au 19 avril 2013 au siège des Nations Unies à New York.

La réunion a rassemblé les membres du GTO, d'autres États membres, des observateurs, des représentants du système des Nations Unies et des Grands groupes. La réunion a été consacrée à la conceptualisation des ODD et du processus des ODD, ainsi qu'à l'éradication de la pauvreté.

Un dialogue interactif sur la conceptualisation des ODD et du processus des ODD a eu lieu mercredi, suivi d'un débat avec modérateur. Jeudi, les délégués ont poursuivi les discussions sur la conceptualisation des ODD et sur le processus des ODD. Dans l'après-midi, un exposé introductif sur l'éradication de la pauvreté a été suivi d'un débat avec modérateur sur le même thème. La discussion sur l'éradication de la pauvreté s'est poursuivie vendredi. Dans l'après-midi de vendredi, les délégués ont discuté du Programme de travail (PT) pour 2013-2014 et des programmes pour la GTO3 et la GTO4.

Le co-Président Macharia Kamau a ouvert la session en priant les délégués de « se mettre sérieusement au travail sur les ODD ». Les délégués se sont donc mis au travail et ont abordé des questions conceptuelles comme: la façon de rendre les objectifs universellement applicables, mais à la fois adaptés aux circonstances spécifiques de chaque pays; le rapport entre les ODD et les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), ainsi que les enseignements tirés de ces derniers; et l'éradication de la pauvreté.

Concernant l'universalité, les délégués semblaient tiraillés entre le besoin d'objectifs simples, clairs et « tweetables », tels les OMD dont le format se révèle être l'une des clés de leur succès, et un cadre de travail qui ne soit pas simplement « global par nature » mais aussi « applicable universellement à tous les pays ». Deux grandes options exposées dans une note de l'Équipe de soutien technique (EST) des Nations Unies ont été contemplées: un ensemble d'objectifs communs assorti

de la possibilité d'adopter des objectifs différenciés et/ou des échéanciers calibrés selon le niveau de développement et les circonstances nationales; ou un ensemble d'objectifs communs, avec des cibles et indicateurs multiples pour chaque objectif (sous forme de tableau de bord, ou menu) parmi lesquels les pays pourraient établir des ordres de priorités au moment d'élaborer leur propre agenda de développement, suivant leur niveau de développement et leurs circonstances nationales. L'idée d'un tableau de bord global semblait l'emporter, bien que quelques pays s'inquiétèrent du fait qu'un excès de cibles et d'indicateurs pourrait donner aux ODD l'aspect d'un « arbre de Noël avec trop de décorations ».

Il semblait y avoir un consensus sur le besoin d'élaborer des ODD « plus larges, plus profonds et plus transformateurs » que les OMD, même si les co-Présidents ont souligné que ceci ne suppose pas l'abandon des OMD. « Les OMD sont le point de départ, et les ODD sont la destination », a indiqué le co-Président Kamau pour rassurer les délégués. Cependant, la relation entre ce processus et celui de l'après 2015 reste floue. Un délégué a fait observer en aparté que la clarification de cette relation pourrait bien être retardée au moins jusqu'au prochain Événement spécial de l'AGNU pour le suivi des efforts déployés dans la réalisation des OMD, qui aura lieu en septembre 2013. Concernant l'éradication de la pauvreté, les discussions se sont principalement centrées sur la question de savoir s'il devrait s'agir d'un objectif transversal à tous les ODD ou d'un objectif

DANS CE NUMÉRO

| | |
|---|----|
| Bref historique du GTO | 2 |
| Compte-rendu du GTO 2 | 3 |
| Conceptualisation des ODD et du processus des ODD | 4 |
| Éradication de la pauvreté | 9 |
| Programme de travail (PT) 2013-2014 | 12 |
| Réunions à venir | 13 |
| Glossaire | 14 |



à part entière; et sur la façon dont les multiples dimensions de la pauvreté peuvent être saisies dans le nouvel ensemble d'objectifs. Sur la première question, bien que de nombreux délégués exprimèrent leur préférence pour l'une ou l'autre option, certains ont signalé que le processus pourrait bien ne pas être suffisamment avancé pour choisir. Sur la deuxième, la plupart étaient d'accord sur le fait qu'il faut dépasser les mesures de la pauvreté fondées sur les revenus. Comme l'a dit un des intervenants, les ODD devraient dépasser les « résultats que l'on choisit parce qu'il est facile de les mesurer d'un point de vue bureaucratique ».

La plupart des délégués étaient satisfaits des progrès accomplis, bien que quelques-unes des questions surgies au cours de la réunion pourraient s'avérer conflictuelles lors des sessions futures. Les délégués des pays en développement ont affirmé clairement dans leurs déclarations que les Principes de Rio, dont celui de responsabilités communes mais différenciées (RCD), ne sont pas ouverts à débat ni à discussion, et les pays développés ont signalé que l'émergence du nouvel ordre mondial rend inopérantes les anciennes alliances.

La discussion sur le PT à la fin de la réunion a également révélé de possibles discordes pour l'avenir. Par exemple, de nombreux pays en développement étaient mécontents de voir la discussion sur l'énergie programmée en même temps que celle sur les changements climatiques. Ils estimaient que le processus des ODD devrait se centrer sur les aspects de l'énergie liés au développement et sur l'accès des pauvres à l'énergie, et que la discussion sur les ODD devrait se placer dans le contexte d'une croissance soutenue et au profit de tous. Nombreux sont ceux qui demandaient une discussion spécifique sur les moyens de mise en œuvre pour chaque question, plutôt que de les aborder dans une session à part.

Il reste à voir si le quotient de confiance, cet ingrédient vital pour le succès du présent processus, pourra se maintenir dans les sessions à venir. Sinon, il faudra peut-être réquisitionner la salle de conférences bien au-delà de l'heure limite fixée à 18h, comme l'a fait remarquer un délégué.

BREF HISTORIQUE DU GTO

Lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20), tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 2012, les États membres ont convenu du lancement d'un processus visant à élaborer un ensemble d'ODD et ont appelé à l'établissement d'un GTO comprenant 30 représentants des cinq groupes régionaux de l'ONU, désignés par les États membres des Nations Unies, pour travailler sur une proposition d'ODD à soumettre à l'AGNU pour examen et suite à donner lors de sa 68^{ème} session.

Rio+20: La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, également connue sous le nom de Rio+20, a marqué le 20^{ème} anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui a eu lieu à Rio de Janeiro, au Brésil, du 3 au 14 juin 1992. La CNUDD était chargée d'assurer un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable, d'évaluer les lacunes et les progrès dans la mise en œuvre des engagements précédemment convenus, et de traiter les défis nouveaux et émergents.

La troisième et dernière réunion du Comité préparatoire de la CNUDD, une série de consultations informelles pré-conférence, modérées par le pays hôte, et la Commission du développement durable se sont tenues l'une à la suite de l'autre, à Rio de Janeiro, au Brésil, du 13 au 22 juin 2012. Au cours de leurs dix jours à Rio, les délégations gouvernementales ont parachevé les négociations autour du document final de la Conférence, intitulé: « *L'avenir que nous voulons* ». *L'avenir que nous voulons* appelle l'Assemblée générale de l'ONU à prendre des décisions concernant, entre autres: la désignation d'un organisme chargé de rendre opérationnel le Cadre décennal de programmation (10YFP) visant une Consommation et une production durables (CPD); la définition des modalités de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, prévue en 2014; la définition du format et des aspects organisationnels d'un Forum politique de haut niveau (FPHN) pour remplacer la Commission du développement durable; le renforcement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), à travers la mise en place d'un processus intergouvernemental relevant de l'AGNU chargé d'élaborer un rapport proposant des options pour une stratégie efficace sur le financement du développement durable; et la formulation par le Secrétaire-général d'un ensemble de recommandations en vue d'un mécanisme facilitateur pour favoriser l'élaboration, le transfert et la diffusion de technologies propres et respectueuses de l'environnement.

L'avenir que nous voulons appelle aussi à l'établissement d'un processus intergouvernemental sur les ODD, qui soit inclusif, transparent et ouvert à toutes les parties prenantes, en vue d'élaborer des ODD de dimension mondiale, pour leur subséquente adoption par l'Assemblée générale. Le document final de Rio+20 précise qu'un GTO comprenant 30 représentants doit être désigné par les États membres au plus tard à l'ouverture de la 67^{ème} session de l'AGNU, et que ces représentants doivent provenir des cinq groupes régionaux de l'ONU, afin d'assurer une représentation géographique équilibrée, juste et équitable. Le document souligne que le GTO décidera de sa méthode de travail, y compris l'élaboration de modalités garantissant la pleine participation des parties prenantes et l'expertise de la société civile, de la communauté scientifique et du système des Nations Unies, et qu'il soumettra, à la 68^{ème} session de l'AGNU, un rapport contenant les ODD proposés pour leur examen et la suite à donner. Le document final décrit, notamment:

- l'importance de rester fermement attaché à une concrétisation complète et rapide des OMD et de respecter tous les principes de Rio, en tenant compte des différentes situations, capacités et priorités nationales;
- le fait que les ODD doivent être axés sur l'action, concis et faciles à communiquer, en nombre limité, constituer une source d'inspiration, de caractère global et universellement applicables, et centrés sur les domaines prioritaires pour la réalisation du développement durable;
- la nécessité de s'assurer de la coordination et de la cohérence avec les processus d'établissement du Programme de développement post-2015, et d'obtenir la première contribution au travail du GTO de la part du Secrétaire-général, en consultation avec les gouvernements nationaux;

- la nécessité d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs, à l'aide de cibles et d'indicateurs, tout en tenant compte des différentes situations nationales, des capacités et des niveaux de développement; et
- l'importance de données mondiales sur le développement durable qui soient intégrées et scientifiquement fondées, ainsi que celle du soutien des commissions économiques régionales dans la collecte et la compilation des contributions nationales pour éclairer cet effort mondial.

L'AGNU a approuvé *L'Avenir que nous voulons* dans sa résolution 66/288.

RÉUNION SPÉCIALE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SUR LA « CONCEPTUALISATION D'UN ENSEMBLE D'OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE »:

Le 16 octobre 2012, la Deuxième Commission de l'AGNU a tenu, au Siège de l'ONU à New York, une réunion spéciale sur la « Conceptualisation d'un ensemble d'objectifs de développement durable ». L'événement a été, pour les participants, une première occasion de discuter de la façon dont les ODD pouvaient compléter les OMD, et des possibles éléments définissant les caractéristiques et l'architecture des ODD.

CONTRIBUTION INITIALE DU SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL AU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES ODD:

Le 17 décembre 2012, le Secrétaire-général a émis sa première contribution au Groupe de travail sur les ODD (A/67/634). Le rapport propose une synthèse des commentaires reçus à partir d'un questionnaire envoyé aux États membres en septembre 2012. Il contient les points de vue des États membres sur: les domaines prioritaires des ODD; l'équilibre entre les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable; l'utilisation clé des ODD au niveau des pays; la détermination de cibles nationales pour des objectifs mondiaux et universellement applicables; l'intégration des cibles et objectifs disponibles; la garantie de cohérence avec le Programme de développement post-2015; l'évaluation des progrès accomplis; l'engagement de toutes les parties prenantes; les principes régissant les ODD; et un nouveau partenariat mondial pour le développement.

RÉSOLUTION 67/203 DE L'AGNU: Le 21 décembre 2012, l'AGNU a adopté la résolution 67/203 qui appelle le GTO sur les ODD à présenter un rapport à l'Assemblée générale au cours de la première partie de sa 68^{ème} session et, de préférence, avant la première réunion du FPHN. Elle appelle également le GTO à présenter de manière régulière un rapport sur les progrès réalisés, en tenant compte de la tenue du premier FPHN et de la réunion spéciale sur le suivi des efforts déployés pour la réalisation des OMD.

DÉCISION DE L'AGNU CONCERNANT LE GTO SUR LES ODD (67/555):

Le 22 janvier 2013, l'AGNU a adopté une décision établissant la composition du GTO, telle que répartie entre les cinq groupes régionaux de l'ONU. Selon l'annexe à la décision, six sièges sont occupés, chacun par un seul pays, à savoir: le Bénin, le Congo, le Ghana, la Hongrie, le Kenya et la Tanzanie. Neuf sièges sont occupés par des couples de pays, à savoir: les Bahamas/la Barbade, le Belarus/la Serbie, le Brésil/le Nicaragua, la Bulgarie/la Croatie, la Colombie/le Guatemala, le Mexique/le Pérou, le Monténégro/la Slovénie, la Pologne/la Roumanie et, la Zambie/le Zimbabwe. Quatorze sièges sont occupés par des trios de pays, comme suit: l'Argentine/la

Bolivie/l'Équateur; l'Australie/les Pays-Bas/le Royaume-Uni; le Bangladesh/la République de Corée/l'Arabie Saoudite; le Bhoutan/la Thaïlande/le Vietnam; le Canada/Israël/les États-Unis; le Danemark/l'Irlande/la Norvège; la France/l'Allemagne/la Suisse; l'Italie/l'Espagne/la Turquie; la Chine/l'Indonésie/le Kazakhstan; Chypre/Singapour/les Émirats Arabes Unis; la Guyane/Haïti/Trinité-et-Tobago; l'Inde/le Pakistan/le Sri Lanka; l'Iran/le Japon/le Népal; et Nauru/Palau/la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Un siège est partagé par quatre pays: l'Algérie/l'Égypte/le Maroc/la Tunisie.

CONSULTATIONS INFORMELLES DANS LE CADRE DES PRÉPARATIFS DE LA PREMIÈRE SESSION DU GTO:

Des consultations informelles ont été menées du 6 au 12 mars 2013 sur le PT, les arrangements éventuels et les méthodes de travail provisoires de la première session du GTO.

PREMIÈRE SESSION DU GTO: La première session du GTO a eu lieu les 14 et 15 mars 2013 au siège des Nations Unies à New York. Le GTO y a élu, comme co-Présidents, Csaba Kőrösi, Représentant permanent de la Hongrie, et Macharia Kamau, Représentant permanent du Kenya, qui avait servi de co-facilitateurs des consultations tenues sur les préparatifs de la première session du GTO. Au cours de la réunion, qui a inclus des déclarations des États membres et une discussion interactive sur la « Conceptualisation des ODD », les participants ont partagé leurs points de vue préliminaires sur le processus et le fond du Cadre de travail des ODD.

RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS SUR LA

SCIENCE ET LES ODD: Organisée conjointement par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), le Conseil international pour la science et le Conseil international pour les sciences sociales, la réunion du Groupe d'experts sur la science et les ODD s'est tenue les 20 et 21 mars 2013, au siège des Nations Unies à New York. Les participants y ont discuté du besoin de rendre la science plus accessible aux décideurs publics et au public en général, de l'importance de nouvelles formes de gouvernance aptes à traiter correctement les indices et les phénomènes scientifiques, ainsi que de l'innovation scientifique et le renforcement des capacités dans les pays en développement.

CONSULTATIONS INFORMELLES SUR LE

PROGRAMME DE TRAVAIL DU GTO: Les consultations sur le PT du GTO pour sa première session et pour le reste de l'année se sont tenues le 5 avril 2013. Les délégués ont examiné, entre autres, la façon d'identifier les domaines thématiques et de les rassembler correctement en vue de la discussion; l'importance de l'éradication de la pauvreté en tant que question transversale; et la façon de documenter chaque réunion du GTO.

COMPTE-RENDU DU GTO 2

La deuxième session du GTO s'est tenue mercredi 17 avril 2013 au Siège des Nations Unies à New York. Macharia Kamau, représentant permanent du Kenya et co-Président du GTO, a ouvert la session en notant que le GTO devrait aborder plusieurs questions délicates, dont celles de savoir comment les ODD peuvent: s'ajouter constructivement aux OMD et aux autres objectifs existants; avoir un caractère universel; être significatifs pour chaque pays; gérer les ambitions de tous les pays tout en étant réalistes sur ce qui peut être accompli; et être mesurables et possibles à mettre en œuvre. Il a signalé que l'objectif global de

soulager la pauvreté doit être le cap et le centre des discussions, et l'importance d'aborder les questions intersectorielles comme la gouvernance, l'inégalité et l'équité, l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, les droits de l'homme et les approches fondées sur les droits, et les moyens de mise en œuvre.

Kamau a noté qu'il est nécessaire d'établir un PT clair et flexible pour le GTO au moins jusqu'au début de 2014, lorsque le groupe s'engagera dans la discussion plutôt que dans la négociation. Il a indiqué qu'un projet de PT pour cette période, établi sur la base des observations reçues, serait mis à disposition au cours de la réunion pour examen.

Wu Hongbo, Sous-secrétaire général aux Affaires économiques et sociales, a présenté la note d'information préparée par l'EST en déclarant que celle-ci rassemble le savoir collectif de quelques 40 entités et se divise en trois parties: les enseignements tirés des OMD et ce qu'ils impliquent pour les ODD; une vue d'ensemble des propositions conceptuelles actuelles pour encadrer les ODD; et des options pour résoudre les principales difficultés conceptuelles de l'élaboration des ODD.

Parmi les enseignements tirés des OMD, Hongbo a noté, entre autres: qu'ils sont simples, clairs, concis et faciles à communiquer; qu'ils ont aidé à établir des priorités et à canaliser les ressources et les énergies; qu'ils offrent un point de repère multilatéral à une large gamme d'acteurs du développement; et qu'ils s'appuient sur un processus de suivi coordonné. Il a cependant indiqué que les OMD n'intègrent pas les trois piliers du développement durable –social, économique et environnemental– et qu'ils pourraient bénéficier de partenariats mondiaux plus forts et de moyens de mise en œuvre plus solides.

Dans le panorama de propositions actuelles, Hongbo a indiqué que les propositions de la société civile et de l'académie coïncident dans leur appel à des objectifs mesurables et concrets, avec un accent particulier sur l'éradication de la pauvreté.

Enfin, concernant les options pour résoudre les principales difficultés conceptuelles dans l'élaboration des ODD, Hongbo a noté que l'une des questions clés est celle de savoir comment élaborer des objectifs universels qui s'appliquent tant aux pays en développement qu'aux pays développés; et comment des objectifs universels peuvent permettre une différenciation selon les circonstances et les priorités nationales. Il a signalé que la note d'information présente deux options à cet égard: un ensemble d'objectifs communs assorti d'objectifs et d'échéanciers différenciés tenant compte des circonstances nationales; ou un ensemble d'objectifs communs avec des cibles et indicateurs multiples pour chacun de ces objectifs, sous forme de tableau de bord ou menu, où les pays pourraient établir des ordres de priorité au moment d'élaborer leur propre agenda de développement.

CONCEPTUALISATION DES ODD ET DU PROCESSUS DES ODD

Le co-Président Kamau a demandé au Groupe d'émettre des commentaires concernant la conceptualisation des ODD et du processus des ODD. De nombreuses interventions ont appelé à des ODD universels. Les délégués ont également mis en exergue les multiples dimensions de l'éradication de la pauvreté, certains soulignant que cet aspect se trouve au cœur de l'agenda des ODD et soutenant l'intégration équilibrée de l'éradication de la pauvreté dans les trois piliers du développement durable. Des appels se sont fait entendre pour que les ODD soient plus ambitieux et plus complets que les OMD, mais aussi pour qu'ils

s'ajoutent constructivement à ces derniers. Plusieurs interventions ont souhaité des ODD mesurables, avec un échéancier précis, et limités dans le temps; applicables à tous, mais permettant des approches différenciées sur la base des circonstances nationales; respectueux du principe de RCD et assortis de moyens pour la mise en œuvre. Quelques délégations ont soutenu l'inclusion de la société civile et autres acteurs dans le processus des ODD.

Les Îles Fidji ont estimé, au nom du G77/Chine, que le débat « devrait être guidé par une vision transformatrice ». Le représentant fidjien a plaidé pour le renforcement du partenariat global pour le développement et pour de nouveaux indicateurs permettant de mesurer les réussites, ainsi que pour des cibles à échéances claires et des objectifs de financement. Il a également souligné le besoin de: se centrer, non seulement sur les domaines décrits dans *l'Avenir que nous voulons*, mais également par ceux contenus dans l'Action 21, le Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMOJ) et les résultats des autres grands sommets pour le développement. Il a demandé l'examen, entre autres, de: l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes; l'accès à des systèmes efficaces de justice; l'atmosphère et les changements climatiques; les forêts; les océans et les mers; l'eau; la biodiversité; les villes et les villages durables; et la CPD.

Le Bénin a appelé, au nom des Pays les moins avancés (PMA), à un principe de traitement différencié et préférentiel pour les PMA. Le représentant béninois a souligné les dynamiques démographiques, l'accès à l'énergie et la paix et la sécurité, entre autres thématiques à aborder. Il a appelé les PMA à faire entendre leur voix et à participer sans relâche dans le processus du GTO, y compris sur les questions de procédure et de fond, et signalant que les PMA ont établi un groupe restreint de 14 membres pour participer.

L'UE a souligné le besoin d'un cadre global avec une série unique d'objectifs, en estimant qu'il est nécessaire d'aborder les divers thèmes de façon interconnectée. Le représentant européen a aussi déclaré que les ODD devraient être: inclusifs et transparents; ambitieux mais flexibles; et définis en temps utile pour permettre au GTO de présenter son rapport à la 68^{ème} session de l'AGNU.

La Tanzanie a appelé à maintenir l'attention sur les lacunes qui subsistent dans la mise en œuvre des OMD, en faisant observer que les nouveaux objectifs doivent être transformateurs et aborder les contraintes structurelles qui entravent la mise en œuvre.

Le Nicaragua a appelé, également au nom du Brésil, à une analyse des difficultés qui entravent la mise en œuvre des ODD, notamment le commerce, les dettes et les droits de propriété intellectuelle (DPI). Le représentant nicaraguayen a souligné l'importance d'établir un comité sur le financement, en signalant que l'élaboration de chaque ODD devrait inclure une identification des sources de financement permettant de garantir sa réussite.

L'Indonésie a appelé, au nom de la Chine et le Kazakhstan également, à une discussion complète des principes, modalités, thématiques et priorités pour les ODD avant d'aborder leur forme et leur formulation. Le représentant indonésien a appelé le Groupe à fonder ses travaux sur le principe de RCD, sur l'Action 21, sur le PMOJ et sur le document final de Rio+20.

La Colombie a souligné, également au nom du Guatemala, que l'architecture des ODD devrait être conçue pour refléter les défis multidimensionnels qu'affrontent les pays. La représentante

colombienne a soutenu un « tableau de bord » volontaire, flexible et dynamique, contenant des cibles et des indicateurs, auquel les pays pourraient souscrire selon leurs objectifs nationaux et priorités nationales. Elle a appelé au renforcement des capacités statistiques afin de mener à bien certaines tâches, telles que la fixation de seuils. Concernant le processus dans son ensemble, elle a plaidé pour un échéancier permettant de relier les ODD aux autres principes du développement durable, et pour un accord de base sur la façon dont les divers processus vont converger.

Le Vietnam, s'exprimant également au nom du Bhoutan et de la Thaïlande, a estimé que les ODD doivent être conformes au droit international et respecter les principes de Rio. Il a plaidé pour des ODD visant à garantir la durabilité, à bâtir la résilience et à réduire les inégalités, avec l'éradication de la pauvreté pour objectif global.

L'Égypte a fait observer que, s'il est souvent affirmé que les ODD doivent s'ajouter aux OMD de façon constructive, il n'y a aucune clarté sur la façon de réaliser ceci ni sur le fait que les ODD seront effectivement les successeurs des OMD. Sans clarté là-dessus, « nous risquons de finir sur deux voies et de gaspiller l'occasion de suivre une voie unique et cohérente », a-t-il averti. Il a rappelé qu'un des problèmes conceptuels des OMD était l'attention portée uniquement sur les résultats, sans être attentifs aux processus permettant d'atteindre ces résultats. Il a également plaidé pour un changement dans le discours ambiant axé autour des bailleurs de fonds, en estimant que l'accès aux marchés commerciaux et technologiques liés au développement est beaucoup plus important pour les pays en développement que les aides.

L'Italie, également au nom de l'Espagne et de la Turquie, a noté que les progrès accomplis dans la réalisation des OMD sont inégalement répartis et a souligné l'importance de poursuivre la mise en œuvre de ces objectifs. Le représentant italien a déclaré que le processus des ODD constitue l'occasion d'établir un cadre politique coordonné; mis en garde contre l'approche cloisonnée des OMD; et estimé que les ODD devraient aller bien au-delà des OMD, non seulement en abordant les nécessités de base, mais également en améliorant les conditions de vie par un accent mis sur la croissance verte. Il a souligné que le processus des ODD doit être soutenu par une solide interface science-politique.

La Zambie a indiqué, également au nom du Zimbabwe, que les ODD devraient: tenir compte, entre autres aspects, de l'énergie durable et de l'innovation scientifique et technologique; promouvoir les partenariats pour le développement durable; et être associés à des standards de qualité, en plus de leur caractère quantifiable.

Singapour a souligné, également au nom de Chypre et des Émirats arabes unis (EAU), le besoin: d'adopter une approche thématique pour élaborer les ODD; d'envisager conjointement le développement humain et la durabilité environnementale; et d'aborder l'alimentation, l'énergie et l'eau comme un fil conducteur au sein du GTO.

La Papouasie-Nouvelle Guinée a appelé, également au nom de Nauru et de Palau, des petits États insulaires en développement (PEID) et du Timor-Leste, à: garantir que le système de gouvernance internationale soit capable de contribuer à la réalisation des objectifs; reconnaître les besoins des PEID du

Pacifique; examiner la durabilité des océans, l'accès à l'énergie et les changements climatiques; et passer du renforcement des capacités au renforcement des institutions.

Le Nigéria a souligné, au nom de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'importance: d'un partage des responsabilités selon les capacités nationales; des liens entre le travail du GTO sur les ODD et celui du Comité d'experts intergouvernemental pour une stratégie de financement du développement durable; de l'éducation; des sources fiables d'énergie; des infrastructures et des transports; et d'affronter les défis de la désertification, entre autres.

La Bulgarie a appelé, également au nom de la Croatie, à aborder les questions transversales telles que les droits de l'homme, l'autonomisation des femmes, la justice, la bonne gouvernance, et le rôle de la paix et de la sécurité dans le développement durable.

La Suisse a exprimé, également pour la France et l'Allemagne, son soutien à un cadre global pour le développement durable comprenant le Programme de développement post-2015 et le processus de Rio+20. Le délégué suisse a aussi plaidé pour que les ODD: renforcent les partenariats pour le développement durable et promeuvent les responsabilités mutuelles. Concernant les moyens de mise en œuvre, il a indiqué que les besoins de financement dépassent la simple relation bailleur de fonds/bénéficiaire, et a souligné le rôle du secteur privé. Concernant le rendu de comptes et de progrès, il a demandé des cibles et des points de repère d'ici 2030.

La Roumanie, également au nom de la Pologne, a estimé qu'un ordre du jour unique coordonné pour le Programme de développement post-2015 est la façon la plus efficace d'avancer sur la base des réussites et des enseignements tirés dans le cadre du processus des OMD. Dans un appel à la cohérence, le représentant roumain a déclaré que les objectifs internationaux et cibles internationales doivent éviter tout chevauchement et que les ODD devraient être établis à travers un processus ouvert et inclusif. Il a également plaidé pour des systèmes statistiques nationaux cohérents et mis à jour, ainsi que pour une nouvelle approche de la coopération internationale s'éloignant du paradigme donateur/bénéficiaire.

Les États-Unis ont mis en garde, également au nom du Canada et d'Israël, contre une « tentative d'en faire trop » et ont soutenu l'élaboration de thématiques pour les ODD autour des questions d'intérêt commun. Concernant la relation entre les ODD et les autres processus, la représentante américaine a fait observer que pour 2015 « toute affaire inachevée attenante aux OMD devra être achevée chacun chez soi ».

La Norvège a soutenu, également au nom du Danemark et de l'Irlande, des objectifs mondiaux avec des cibles pour tous les pays, chaque objectif permettant la prise en compte des circonstances nationales. Se montrant d'accord sur le besoin de résoudre la question des moyens de mise en œuvre, la représentante norvégienne a appelé à un ensemble d'ODD aptes à éviter les écueils de l'approche cloisonnée des OMD.

Le Japon a indiqué, également au nom de l'Iran et du Népal, qu'avoir deux séries d'objectifs n'est pas approprié du point de vue de l'efficacité et de la clarté. Le représentant japonais a appelé à la convergence et à l'intégration des nombreux processus parallèles en cours, y compris le Débat de haut niveau

des Nations Unies sur le Programme de développement post-2015 (DHN); l'Événement spécial des Nations Unies pour le suivi des efforts déployés dans la réalisation des OMD, prévu en septembre 2013; le Comité d'experts intergouvernemental pour une stratégie de financement du développement durable; et le FPHN. Il a aussi souligné le besoin d'engager toutes les parties prenantes, et de fonder le processus des ODD sur des connaissances et des informations avérées.

Le Pérou a appelé, également au nom du Mexique, à: la convergence; à un tableau de bord avec des indicateurs et des cibles; à l'établissement de liens entre les divers thèmes; et à la prise en compte du contexte macroéconomique global. Il a aussi déclaré que le GTO devrait émettre des recommandations sur les mécanismes de suivi et de mise en œuvre.

Le Saint-Siège a souligné que le développement global doit prendre en considération, non seulement des critères économiques, mais également des critères de développement humain.

Le Grand groupe Entreprises et Industrie a appelé: à s'appuyer sur la bonne gouvernance, sur les meilleures connaissances disponibles, et sur des statistiques précises, détaillées et désagrégées, afin de prendre en compte les réalités nationales; à reconnaître le déploiement, l'innovation et le savoir-faire; et à refléter les circonstances et les risques économiques dans la conception des objectifs. La représentante du Grand groupe a aussi souligné le besoin d'avoir un seul ensemble d'objectifs.

La Bolivie a mis en exergue, également au nom de l'Argentine et de l'Équateur, l'équité internationale et le droit au développement, ainsi que le respect pour les divers modèles de développement. Le représentant bolivien a fait observer que le Comité d'experts intergouvernemental pour une stratégie de financement du développement durable n'a pas encore commencé ses travaux, et a plaidé pour que la discussion ait lieu parallèlement à celle-ci. En appelant à de très larges consultations sur les ODD, il a estimé que les consultations nationales devraient être menées par les gouvernements, et non par d'autres institutions ou entités des Nations Unies. Il a plaidé pour que les ODD abordent, entre autres, la sécurité alimentaire et de la souveraineté, la consommation durable, la production non polluante, l'eau, les forêts, l'adaptation aux changements climatiques, les droits des communautés autochtones et la démocratisation du bien-être naturel.

L'Australie a suggéré, également au nom des Pays-Bas et du Royaume-Uni, d'examiner la façon de structurer les objectifs, indicateurs et cibles dans le cadre des travaux du GTO, et a souligné l'importance de déterminer la valeur ajoutée du processus des ODD.

Le Belarus a proposé, également au nom de Serbie, d'utiliser un indice des Nations Unies pour mesurer les progrès et a appelé à une assistance technique appropriée et efficace pour soutenir les ODD.

La Slovaquie a souligné, également au nom du Monténégro, l'importance: de l'innovation et de l'expertise; d'une approche fondée sur les droits de l'homme; du principe de prospérité; de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes; et d'un ensemble de données désagrégées. Le représentant serbe a aussi plaidé pour que les ODD soient fondés sur des connaissances scientifiques avérées.

Le Pakistan a souligné, également au nom de l'Inde et du Sri Lanka, le besoin de mener une discussion sur l'efficacité de l'Aide publique au développement (APD), et d'améliorer la collecte de données.

La Tunisie a évoqué l'expérience de la récente Révolution tunisienne de la dignité, pour souligner l'importance d'inclure la justice et l'égalité dans les ODD, et a soutenu le principe de RCD.

La République de Corée a proposé que les ODD constituent un ensemble de résultats généraux de développement applicables à une vaste gamme de pays, chaque objectif comprenant ensuite des facteurs de changement, des cibles et des indicateurs susceptibles d'être modifiés pour prendre en compte les diverses circonstances nationales. Le représentant coréen a estimé que mettre l'accent sur une économie verte inclusive pourrait contribuer à réaliser le changement de paradigme nécessaire à la réussite du développement durable.

Le Bangladesh a souligné le besoin d'aborder, entre autres, la jeunesse et le chômage, l'agriculture, l'industrialisation, la sécurité alimentaire et la nutrition, la CPD, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ses effets, et des règles équitables pour le commerce international. Appelant à la restructuration de la gouvernance internationale et des institutions de financement du développement durable pour une meilleure coordination et pour « donner une voix aux sans-voix », le représentant bengali a souligné qu'il est nécessaire de démarcher les biens publics.

Le Maroc a proposé de combiner les ODD et les OMD. Le représentant marocain a fait observer qu'investir dans les ODD revient à adopter une approche préventive, et que les efforts à long terme devraient reconnaître les priorités politiques.

DÉBAT AVEC MODÉRATEUR: Claire Melamed, de l'Institut pour le développement outre-mer, a suggéré au GTO d'identifier un ensemble de priorités, et a soumis à examen une série de fonctions pour les ODD, notamment: identifier les éléments les plus importants; coordonner l'action mondiale; et conduire, prioriser et mesurer les actions au niveau national. Elle a également suggéré de réfléchir à la façon d'établir une série de cibles pour s'assurer que les objectifs soient effectivement atteints.

Sakiko Fukuda-Parr, Professeure d'affaires internationales à l'École nouvelle de New York, a isolé deux dilemmes propres à l'utilisation d'objectifs mondiaux: la simplicité et la quantification. Elle a expliqué que la simplicité est largement reconnue comme l'un des points forts des OMD, mais qu'en réalité plusieurs questions ont été exclues ou insuffisamment soulignées. Elle a insisté sur le fait: que les objectifs n'établissent pas d'agendas; que le développement est un processus de transformation et ne peut être contenu dans la simplicité d'objectifs conçus sur la base de résultats escomptés; et que les objectifs doivent être intégrés dans un agenda narratif. Elle a indiqué que les cibles établies selon l'idée de « taille unique » n'ont pas de sens et que la quantification peut être appliquée à des cibles mondiales, mais pas à des objectifs.

Dans la discussion qui a suivi, les pays ont posé des questions concernant: la façon d'établir des ODD simples, mais mieux ciblés; la quantification des objectifs; la façon d'assurer l'universalité; la façon de traiter les questions qui ne sont pas faciles à poser en termes d'objectif, comme le commerce et

l'immigration; et la façon d'assurer que les ODD n'entravent pas les OMD. D'autres ont souligné le besoin: de développer des objectifs qui capturent les interconnexions entre les piliers du développement durable, en dépit des défis que cela impose; de traiter les questions liées à l'injustice, à l'inégalité et à l'impuissance; de réserver des ressources pour les thèmes ou sujets négligés; et de s'assurer que les changements climatiques, l'énergie et la sécurité alimentaire soient inclus dans les objectifs. Il a été noté que les ODD peuvent être perçus comme des instruments d'habilitation pour les personnes afin qu'elles mobilisent l'action politique, et que certains pays auront besoin d'assistance dans la collecte, dans la corrélation et dans l'analyse de données.

En réponse aux interventions, Melamed a indiqué que d'autres processus internationaux sont actuellement aux prises avec des questions du même ordre, et que l'on ne devrait pas placer trop d'expectatives sur un futur agenda de développement qui viendrait « agiter une baguette magique et produire une solution ». Elle a recommandé de sous-diviser les ODD suivant les actions politiques ayant démontré leur efficacité pour atteindre des résultats, afin de les rendre plus gérables. Melamed a également noté que « l'universalité » signifie probablement des choses différentes selon les acteurs, ou même selon les circonstances, et a suggéré de s'accorder sur une définition commune pour la discussion sur les ODD.

Fukuda-Parr a noté que les cibles des OMD peuvent réduire l'attention portée aux priorités des politiques nationales – par exemple, se traduire par la simple fourniture de logements plutôt que de prendre en compte le besoin plus large d'améliorer les conditions de vie. Elle a appelé à centrer l'attention sur les résultats humains, comme seul moyen d'établir des cibles.

Soulignant la différence entre les objectifs, qui correspondent à de larges buts sociaux, et les cibles, qui correspondent à des points de repère pour surveiller les progrès accomplis, Fukuda-Parr a appelé à établir des « cibles intelligentes » pour suivre les progrès, plutôt que d'utiliser la quantification comme un instrument de choc. Elle a fait observer que l'objectif de réduire de moitié le taux de pauvreté est beaucoup plus difficile à réaliser dans un pays avec des niveaux élevés de pauvreté que dans un pays avec des niveaux plus bas.

Concernant la question de l'universalité, elle a suggéré de rassembler les processus et instruments parallèles liés aux droits de l'homme, où le consensus a déjà été atteint et où les mécanismes de suivi existent déjà, dans le cadre du processus des ODD. Elle a affirmé que ces processus ont déjà trouvé des moyens pour manier des normes universelles dans des conditions très hétérogènes.

En réponse à un commentaire sur l'agenda traditionnel de développement, Fukuda-Parr a estimé qu'une distinction bipolaire entre pays en développement et pays développés n'est plus du tout réaliste, en soulignant que les standards, les normes universelles et les principes sont pertinents pour tous les pays, quel que soit leur revenu ou leur progrès social. Elle a soutenu l'élaboration de cibles mondiales chiffrées, en signalant néanmoins le besoin d'un processus national démocratique, où les personnes puissent demander des comptes à leurs gouvernements.

Melamed a mis en lumière trois écoles de pensée concernant les ODD, à savoir: universels; comblant les lacunes des OMD; ou un compromis entre les deux, qui soutiendrait un agenda plus large et intégré pour prendre la relève là où les OMD ont stagné. Elle a mis en garde contre une élaboration excessive des liens sectoriels, qui pourrait nuire à la volonté de simplicité des ODD, et a énuméré trois catégories de contributions nécessaires à la formulation des objectifs: l'apport scientifique; les tendances mondiales; et les priorités des parties prenantes.

Fukuda-Parr a souligné le besoin de l'apport scientifique dans la sélection d'indicateurs et dans l'établissement de cibles. Elle a noté les critiques à l'encontre de plusieurs indicateurs des OMD, par exemple l'utilisation du poids corporel comme indicateur de la faim, qui pourrait focaliser l'attention sur l'ingestion de calories plutôt que sur une meilleure nutrition. Reconnaisant les problèmes de capacité lorsqu'il s'agit de remplir les exigences en termes de données et de communication de ces données dans les pays en développement, elle a tout de même indiqué que des objectifs globaux pourraient stimuler la collecte de données, qui constituent un bien public global d'extrême importance, essentiel à l'élaboration et au suivi de politiques. Elle a mis en garde contre les cibles chiffrées qui déplacent l'attention vers la simple atteinte de la cible, plutôt que de mettre l'accent sur des changements systémiques à long terme. Elle a cité comme exemple de réussite, où les cibles, les interconnexions et les multiples programmes et stratégies ont convergé pour produire de vrais résultats, le programme brésilien Faim Zéro.

DÉBAT INTERACTIF: L'Arabie Saoudite a indiqué que le cadre conceptuel des ODD devrait être jalonné par les Principes de Rio et l'Action 21, notamment les RCD. La représentante saoudienne a affirmé que les moyens de mise en œuvre seront essentiels au succès des ODD, et que la priorité de chaque ODD devrait être le développement.

L'Uruguay a déclaré que l'objectif d'éradication de la pauvreté ne doit pas se voir dilué dans le nouvel agenda, qui devrait inclure des mesures pour traiter les inégalités, l'accès au marché pour les pays en développement et les subventions agricoles.

La Fédération de Russie a appelé à un agenda international unique pour le développement, fondé sur les trois dimensions du développement durable, sous la forme d'une déclaration politique adoptée au niveau des Chefs d'État et de gouvernement, établissant un agenda international unique pour le développement. Le représentant russe a estimé que les ODD devraient être fondés sur le développement humain et mettre en exergue l'éradication de la pauvreté; et s'inscrire dans la continuité des OMD. Il a ajouté que les ODD pourraient être rassemblés par domaines, et inclure un ensemble à part d'ODD environnementaux. L'intégration des trois piliers pourrait alors être assurée par des cibles générales et des indicateurs désagrégés.

L'Éthiopie a appelé à repousser les limites de ce qui peut être accompli à travers les ODD plutôt que de viser le plus petit dénominateur commun.

L'Afrique du Sud a appelé la communauté internationale à intensifier ses efforts pour atteindre les OMD d'ici 2015, notamment dans ce contexte de crise financière, qui entrave les

efforts africains pour réduire la pauvreté. Le représentant sud-africain a plaidé pour que les futurs objectifs tiennent compte des diverses trajectoires de croissance tout en respectant les règles du commerce équitable, y compris celles relatives à l'amélioration de la capacité productive et des technologies de production en faveur du développement.

Cuba a estimé que les ODD devraient compléter les OMD et renforcer les engagements internationaux, tout en abordant les inégalités, la pauvreté, l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau, la croissance économique, la création d'emplois, l'accès à l'énergie et le développement technologique durable. Le représentant cubain a aussi appelé à réformer les systèmes financiers internationaux et les institutions de Bretton Woods.

La Nouvelle-Zélande a appelé à la convergence des processus des ODD et du Programme post-2015, et pour une entente sur la finalité des cibles et indicateurs des ODD. La représentante néo-zélandaise a proposé que les ODD portent tout particulièrement sur l'énergie durable, l'agriculture et les océans, et de faire usage des réseaux sociaux pour atteindre les individus et garantir ainsi des résultats plus durables. Elle a estimé que la proposition d'un tableau de bord avec des cibles et des indicateurs mérite d'être examinée plus avant, mais a mis en garde contre la création d'objectifs simples assortis de cibles et indicateurs par centaines.

Le Costa Rica a souligné le besoin d'une approche holistique et élargie du développement durable, abordant des concepts globaux au-delà des domaines thématiques, y compris la prise en compte du capital naturel et des limites planétaires.

La Moldavie a déclaré que l'élaboration des ODD ne devrait pas détourner les efforts déployés pour réaliser les OMD, en estimant que les « OMD inachevés » devraient être inclus dans les ODD.

Le Bhoutan a proposé d'adopter « le bien-être et le bonheur » en tant qu'aspiration générale du développement pour les ODD. Le représentant bhoutanais a également suggéré d'établir un ensemble de priorités de développement, comme l'éradication de la pauvreté, avec des indicateurs pour les aspects tels que la solidité des communautés, la diversité culturelle et les résultats de l'apprentissage.

La Barbade a déclaré, au nom de la Communauté caribéenne (CARICOM), que le Programme post-2015 devrait être un cadre unique et intégré pour aborder le développement durable dans ses trois dimensions, et que le GTO ne devrait pas isoler ses travaux des processus similaires, comme la révision des OMD, le FPHN et le Programme de développement post-2015. La représentante de la Barbade a appelé au renforcement des capacités nationales et régionales à autoréguler les progrès, et à la définition de moyens de mise en œuvre pour chacun des objectifs. Concernant la mesure des ODD, elle a estimé qu'il y a lieu de discuter de mesures dépassant le PIB.

Le Paraguay a indiqué que les ODD doivent être adaptés aux structures et aux capacités nationales afin d'être efficaces.

Le Nigéria a signalé que le GTO doit envisager sérieusement la bonne gouvernance, la paix et la sécurité, et les autres moteurs du développement durable, ainsi que les facteurs qui alimentent les conflits. Concernant les moyens de mise en œuvre, le représentant nigérien a estimé que les partenariats devraient mettre en avant les questions clés comme le transfert de technologies, le commerce et les DPI.

Le Grand groupe des ONG a appelé à un nouveau paradigme de développement intégrant une approche fondée sur les droits et l'équité pour tous. La représentante des ONG a souligné le besoin d'une « véritable inclusion sociale » des plus marginalisés, ainsi que la nécessité pour le GTO de discuter des modalités pour la participation des multiples parties prenantes à la fois dans le processus du GTO et au sein des objectifs eux-mêmes.

Le Grand groupe des Femmes a plaidé pour que les droits des femmes et les questions de genre soient abordés explicitement dans les ODD, afin de promouvoir l'autonomisation de genre et des droits équitables aux ressources, et pour que les ODD traitent, entre autres, de l'adaptation aux changements climatiques, de la volatilité des prix de la nourriture, de l'éducation des femmes et des filles, des droits sexuels et reproductifs, de la marchandisation de la nature, des moyens de mise en œuvre, et de la surveillance et la responsabilité, y compris à travers l'utilisation de données désagrégées basées sur le sexe, l'âge et d'autres statuts.

Le Grand groupe Enfance et Jeunesse a mis en exergue la solidarité intergénérationnelle pour parvenir au développement durable, tout en repensant les stratégies traditionnelles de développement pour traiter les questions existantes et nouvelles.

DÉBATS INTERACTIF AVEC MODÉRATEUR: Le co-Président Kamau a lancé la session interactive modérée par Marc Levy, du Centre pour le réseau mondial d'information scientifique sur la Terre, de l'Université de Columbia, États-Unis.

Levy a résumé les quatre principaux défis du processus des ODD: la tension qui existe entre préserver les réussites avérées du processus différentiel des OMD, enraciné dans l'agenda de développement traditionnel, et le souhait d'établir des objectifs transformateurs, non différentiels; franchir le pas entre l'approche « à taille unique » des OMD et un ensemble d'objectifs à niveaux multiples visant à répondre aux défis mondiaux, nationaux et locaux; le défi d'une approche plus délibérée pour identifier les besoins en termes de données et d'information; et le besoin de clarté concernant la théorie du changement pour les ODD. Il a ensuite proposé un échéancier sur 30 ans, en signalant que l'échéancier sur 15 ans des OMD avait déchaîné plus de créativité.

Au cours des discussions qui ont suivi, plusieurs questions ont été soulevées, notamment concernant: la pertinence d'une perspective de long terme pour les ODD; les aspirations et contraintes relatives aux ODD; la façon de percevoir la pauvreté comme une question véritablement multidimensionnelle devant être traitée de manière holistique; la façon de traiter la « tension » entre les OMD et les ODD; et la promotion des partenariats public-privé.

En réponse, Levy a souligné le besoin d'une meilleure compréhension des aspirations des sociétés, ainsi que des contraintes physiques et biologiques pesant sur ces aspirations. Il a expliqué que les sociétés doivent faire un choix conscient pour ce qui concerne la satisfaction des besoins des personnes et le respect des contraintes.

Concernant les multiples dimensions de la pauvreté, Levy a fait observer que toute société définit les dimensions de la pauvreté qui lui sont essentielles. Il a invité les participants à concevoir des objectifs et des cibles au service de l'avenir souhaité à long terme, et à déclencher en même temps des

actions immédiates. Il a cité les OMD liés à la santé, qui visaient le dépassement des remèdes à court terme vers une pensée créative pour réformer les systèmes sanitaires.

Levy a admis que tourner les projecteurs vers les ODD et agir comme si les OMD « étaient terminés » serait une erreur. Concernant les moyens de mise en œuvre, il a fait observer le gigantesque paradoxe de s'embarquer dans un processus collectif au niveau mondial tel que les ODD alors que la capacité du monde à investir se trouve sur une courbe descendante. Il a signalé le besoin d'une institution capable de garantir que les objectifs à long terme seront atteints, et de mobiliser des ressources de façon pluraliste.

Un participant a admis le besoin d'un processus qui : fournisse une gamme d'options pour que les sociétés puissent choisir; équilibre le désir de spécificité des objectifs et la flexibilité nécessaire à la mise en œuvre de futures solutions; et stimule l'innovation et les interactions entre actions publiques, privées et citoyennes. Un autre a demandé comment les bénéficiaires d'un processus des ODD à long terme pourraient être en équilibre avec d'éventuels désavantages, comme l'intégration des nouvelles leçons et informations dans un monde en plein changement. Une question a été soulevée concernant la nécessité de conceptualiser la pauvreté de façon plus cohérente, afin d'inclure des éléments sociaux, économiques et environnementaux.

La discussion s'est également centrée sur : les réalités à long terme de la croissance démographique et les défis relatifs aux populations vieillissantes; la reconnaissance du fait que les efforts à long terme ne doivent pas négliger les réalités à court et à moyen terme dans la vie des personnes; l'intégration des changements climatiques dans les ODD; la façon de responsabiliser les gouvernements à chaque stade d'un cadre à long terme; la non-adoption d'une approche néolibérale pour comprendre les aspirations des personnes et leurs contraintes; et les moyens de mise en œuvre pour satisfaire ces aspirations.

Levy a suggéré d'évaluer les résultats de cibles changeantes sur la même base empirique et a salué l'appel à la participation du secteur privé, en signalant que l'impact de l'APD et du transfert de technologies est différentiel, limité et inapte à produire l'effet de levier nécessaire à la transformation.

ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ

DISCOURS INTRODUCTIF SUR L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ:

Abhijit Banerjee, Professeur international d'économie à l'Institut de technologie du Massachusetts, et membre du PHN, a souligné le besoin : de choisir attentivement les résultats post-2015, sans dicter le processus pour les atteindre; de se centrer sur des objectifs significatifs pour les personnes, et non simplement faciles à atteindre pour les bureaucraties; de voir au-delà des moyennes pour atteindre les groupes et populations marginalisés; et de prendre plus au sérieux l'idée de partenariats, pour dépasser les gouvernements et les bailleurs de fonds, et engager la société civile.

Olav Kjørven, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a présenté une note d'information sur la pauvreté préparée par l'EST. Il a indiqué que la croissance économique est cruciale, mais non suffisante pour traiter la pauvreté, et que des éléments tels qu'une croissance inclusive et équitable, un accès aux services de base et une gestion

responsable des ressources naturelles, sont tout aussi importants. Kjørven a estimé que le processus des ODD devrait envisager : comment refléter les multiples dimensions de la pauvreté; comment les objectifs, indicateurs et cibles peuvent prendre en compte les circonstances spécifiques des pays vulnérables et fragiles et des groupes marginalisés; et comment les actions nationales et internationales peuvent parvenir à une utilisation durable des ressources naturelles.

Jomo Kwame Sundaram, de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, a expliqué le lien entre l'éradication de la pauvreté et la faim. Faisant référence au « problème de crédibilité » de la pauvreté, il a décrit les controverses dans la mesure de la pauvreté, l'idée que le seuil de pauvreté a été abaissé pour maintenir la pauvreté « dans l'actualité », et la question de savoir pourquoi, si la pauvreté a été réduite, ne constate-t-on pas un changement similaire dans la courbe de la faim. Suggérant une refondation de l'ODD1 concernant l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, Sundaram a mis en exergue : la prévision selon laquelle les prix des aliments vont rester élevés, en partie à cause du gaspillage de nourriture et de la réduction du rôle des gouvernements; que la nature essentiellement rurale de la pauvreté signifie que le développement agricole a un impact considérable sur la pauvreté; et qu'il faut établir un seuil de protection sociale comme celui fixé par l'AGNU en 2010.

Sabina Alkire, Directrice de l'Initiative contre la pauvreté et pour le développement humain de l'Université d'Oxford, a présenté l'Indice mondial de pauvreté multidimensionnelle (IPM). Elle a expliqué que l'IPM utilise la mesure de privation et désigne les personnes comme « pauvres » si elles sont privées de 33% ou plus des indicateurs pondérés. Elle a indiqué que la somme des résultats fournit des indicateurs de « première ligne », qui révèlent à la fois le nombre de personnes pauvres et l'intensité de leur privation, et qu'une désagrégation des résultats offre plus de détails aux décideurs publics. Alkire a suggéré que l'IPM pourrait aider à cristalliser les indicateurs des ODD, et fournir des mesures multidimensionnelles permettant de grouper certains objectifs entre eux.

Eva Jespersen, Directrice de l'Unité des rapports nationaux de développement humain du PNUD, a modéré la discussion qui a suivi. Les participants ont soulevé des questions concernant : la pauvreté en tant qu'objectif transversal ou bien indépendant; la façon d'intégrer la nature multidimensionnelle de la pauvreté dans le cadre des ODD et d'intégrer le concept lui-même dans tous les domaines thématiques des objectifs en mettant un accent plus marqué sur les droits de l'homme; le traitement de la CPD; l'augmentation de la productivité alimentaire tout en réduisant la contribution de l'agriculture en vue d'une agriculture durable; le lien entre la production d'aliments et les changements climatiques; l'extension des partenariats; le lien entre pauvreté, faim et accès à la nourriture; la pauvreté de revenus dans les zones urbaines; et l'incorporation des dimensions sociales pour atteindre les populations vulnérables.

En réponse aux observations, Kjørven a indiqué que les moteurs locaux, nationaux et mondiaux de la pauvreté doivent être abordés, notamment à travers les droits fonciers, les droits aux ressources et les droits aux moyens de subsistance, des politiques agricoles et politiques plus larges, et la CPD.

Sundaram a signalé qu'une croissance de 1% dans la production agricole par habitant se traduit par une augmentation de 1,61% des revenus des 20% d'habitants les plus pauvres, ce qui représente plus que les secteurs de l'industrie et des services. Il a aussi fait observer que la recherche scientifique agricole a été négligée dans les dernières décennies.

Concernant la question de savoir si la pauvreté devrait être un objectif individuel ou bien global, Alkire a expliqué que, techniquement, les deux options pourraient être suivies. Elle a mis en exergue l'autonomisation des femmes comme moyen d'augmenter la productivité agricole. Banerjee a expliqué que le travail imposé par la prise de mesures relatives aux futurs objectifs demandera un soutien mondial.

En réponse au commentaire sur la pauvreté urbaine, Kjørven a signalé que les tendances indiquent que la population globale de pauvres en zone urbaine va vraisemblablement augmenter, et a estimé que les ODD constituent une occasion d'élaborer des mesures, des cibles et des indicateurs spécifiques au traitement de la pauvreté urbaine. Il a ajouté que l'éradication de la pauvreté rurale aurait un effet positif sur la pauvreté urbaine.

Sundaram a expliqué que les prix de la nourriture ont augmenté en partie à cause de la croissance des marchés de biens, des marchés à terme et des marchés des options. Il a indiqué que l'agenda de la « bonne gouvernance » est devenu trop large, et que la priorité devrait être une « gouvernance du développement » capable de manier les principales contraintes. Il a noté que la plupart des liens entre pauvreté et faim se centraient uniquement sur l'apport énergétique (les calories). Il a expliqué que le rôle des gouvernements a changé et qu'ils fournissent désormais moins d'infrastructures, conduisent moins de recherches et d'extensions, et joue en rôle plus limité dans la mise à disposition d'une nourriture abordable. Il a également noté que les subventions à la consommation contribuent à rendre la nourriture abordable.

Les participants ont noté que, généralement, les statistiques ne mesurent pas le capital naturel; noté un certain mouvement vers l'éradication de la pauvreté comme « super objectif » intégrant plusieurs objectifs individuels en cours en discussion, et ont averti que ceci pourrait ne pas conduire aux gains espérés; et ont demandé comment mesurer les vulnérabilités dont souffrent les petites îles.

En réponse, Alkire a expliqué que l'IMP offre des informations sur les causes spécifiques des privations d'une population, ce qui donne aux décideurs publics un outil supplémentaire pour éradiquer la pauvreté. Elle a ajouté que mesurer la vulnérabilité demande des prédictions sur les chocs, les désastres et le niveau de préparation nationale. Shantanu Mukherjee, du PNUD, a expliqué que l'éradication de la pauvreté implique la garantie que « personne ne soit pauvre, à aucun moment » et que, par conséquent, elle devrait aborder la façon dont les personnes reçoivent et survivent aux chocs.

DÉBAT INTERACTIF: Les Îles Fidji ont noté, au nom du G77/Chine, qu'il reste moins de 1000 jours d'ici la date limite des OMD. Concernant les futurs objectifs, le représentant fidjien a proposé d'envisager, entre autres: les multiples dimensions de la pauvreté; les capacités des gouvernements et des peuples; des approches holistiques et intégrées du développement durable; une croissance économique équitable et inclusive; une architecture propice; des règles globales pour le commerce et

l'investissement conçues et mises en œuvre pour aborder les contraintes qu'affrontent les pays en développement; les RCD; la pleine participation et le renforcement de la voix des pays en développement dans la prise de décision au niveau international; l'accès abordable aux services de base; et des efforts consolidés de la part de toutes les parties prenantes.

Le Bénin a appelé, au nom des PMA, à utiliser des pourcentages plutôt que des nombres absolus comme base des futurs objectifs pour l'éradication de la pauvreté, en expliquant que le pourcentage d'extrême pauvreté dans les PMA s'élève à 47% et a augmenté dans la dernière décennie. Le représentant béninois a appelé l'Équipe technique des Nations Unies et la communauté scientifique à mener des recherches plus poussées sur les problèmes qu'affrontent les PMA, notamment la faible capacité, les problèmes systémiques et le manque de ressources et d'institutions.

Mettant en exergue le paysage politique mondial en plein changement, l'UE a exprimé sa détermination à augmenter les efforts visant à réaliser les OMD, et a appelé à utiliser les progrès accomplis dans le cadre des OMD comme tremplin pour les futurs objectifs.

L'Irlande a admis, également au nom du Danemark et de la Norvège, que les futurs efforts d'éradication de la pauvreté doivent dépasser l'utilisation d'outils simples, comme le seuil de 1,25 dollar US de revenus par jour, afin d'intégrer les aspects multidimensionnels. La représentante irlandaise a noté que ceci aurait des effets sur les autres objectifs, par exemple de passer d'une mesure de l'accès à l'éducation à une mesure de la qualité. Elle a proposé, comme moyen de prendre en compte les besoins des populations vulnérables et marginalisées, notamment des femmes, d'entendre les témoignages des personnes affectées, ainsi que ceux des personnes ayant progressé et pouvant signaler des solutions. Elle a conclu en disant qu'il est prématuré de décider si l'éradication de la pauvreté devrait être un objectif global ou individuel, et a admis que les objectifs nationaux et mondiaux devraient se renforcer mutuellement.

Chypre, s'exprimant aussi au nom de Singapour et des EAU, s'est dit peu convaincu du fait que l'éradication de la pauvreté devrait être un ODD individuel, en faisant remarquer que tous les ODD devraient contribuer à l'éradication de la pauvreté.

La Colombie a appelé à envisager comment les cibles des OMD pourraient être intégrées dans les ODD pour aborder les questions de développement en suspens. La représentante colombienne a estimé que l'option d'un tableau de bord global inclurait des cibles souples, que chaque pays pourrait traduire en actions selon ses propres réalités.

Faisant observer l'absence de composantes nationales essentielles dans les OMD, le Royaume-Uni, s'exprimant aussi au nom des Pays-Bas et de l'Australie, a appelé à un agenda unique de développement post-2015 visant un niveau zéro d'extrême pauvreté, qui demanderait une série complexe d'actions de la part des secteurs publics et privés.

Le Vietnam, s'exprimant également au nom du Bhoutan et de la Thaïlande, a souligné que le traitement des inégalités est un résultat majeur du nouvel agenda de développement. Le représentant vietnamien a aussi appelé au renforcement de la résilience des populations vulnérables face aux désastres naturels et aux changements climatiques, ainsi qu'à un soutien pour l'adaptation.

Nauru a noté, au nom des États insulaires du Pacifique, la dépendance mondiale vis-à-vis des ressources des océans, et a proposé la création d'un objectif et d'une cible pour des océans sains et durables.

Le Canada, s'exprimant aussi pour les États-Unis et Israël, a souligné l'importance des partenariats.

Le Ghana a évoqué, au nom de la CEDEAO, les limites de la croissance durable dans les nations d'Afrique de l'Ouest. La représentante ghanéenne a déclaré que la pauvreté ne se limite pas aux seuils de revenus, et qu'elle constitue un phénomène qui affecte tant les pays en développement que les pays développés.

Le Brésil, s'exprimant également au nom du Nicaragua, a souligné l'engagement de Rio+20 à éradiquer la pauvreté et à promouvoir le développement durable, et a mis en garde contre toute préemption du résultat final du cadre de travail post-2015.

La Guyane, s'exprimant également au nom d'Haïti, de Trinité et Tobago, et des États de la CARICOM, a fait observer que mesurer la pauvreté en utilisant uniquement un seuil de revenus fausse la réalité, notamment concernant les femmes, la jeunesse et les groupes marginalisés.

Appelant à un accent sur la dignité, la Slovaquie, s'exprimant au nom du Monténégro, a souligné que la pauvreté ne devrait pas être mesurée uniquement sur la base d'approches quantitatives. Le représentant slovène a estimé qu'il faudrait tenir compte d'autres aspects non abordés par les OMD.

Le Népal a appelé à donner la priorité à tous les OMD et à les intégrer pleinement dans le cadre de travail post-2015. Cuba a signalé que les pays en développement sont prisonniers d'un modèle économique et financier complexe, qui perpétue les flux financiers vers les riches.

Le Bangladesh a plaidé pour un futur objectif sur la pauvreté pour fomentier l'action nationale, notamment des interventions politiques et programmatiques ciblées et l'habilitation des peuples, ainsi que l'action internationale. Le représentant bangladais a signalé les considérations environnementales, notamment la dégradation des sols, la destruction des zones humides et les changements climatiques. Appelant à une analyse des contraintes structurelles aux niveaux national et international pour éclairer la fixation d'objectifs et la formulation des politiques, il a estimé que les pays vulnérables devraient avoir une voix dans la gestion et l'architecture internationale.

Le Mexique a partagé ses expériences sur la mesure des aspects multidimensionnels de la pauvreté, prescrite par les lois nationales. Le représentant mexicain a indiqué que le Conseil national mexicain pour l'évaluation des politiques de développement social, composé de chercheurs et d'académiciens, est relié aux ministères des finances et du développement social pour promouvoir l'utilisation de ces mesures, qui comprennent des considérations sociales et en lien avec les revenus.

Le Japon a déclaré qu'il existe un clair consensus sur l'attention portée au caractère multidimensionnel de la pauvreté, et a suggéré une approche holistique permettant d'aborder l'autonomisation et la protection des personnes. Le représentant japonais a souligné que les inégalités nationales et la réduction des risques de désastres devraient aussi être prises en compte.

Le Liechtenstein s'est centré sur le besoin d'adopter une approche fondée sur les risques pour tous les ODD de façon à assurer l'égalité, la responsabilité et l'attention portée aux plus vulnérables et marginalisés. Le représentant du Liechtenstein

a exprimé l'espoir qu'un terrain d'entente puisse être trouvé rapidement dans le processus des ODD afin d'établir un objectif ambitieux d'éradication de la pauvreté.

La Fédération de Russie a souligné qu'il est nécessaire de compter davantage de cibles et d'indicateurs pour l'éradication de la pauvreté, qui permettent d'assurer un soutien social aux plus vulnérables. Le représentant russe a appelé à des moyens d'assurer la stabilité des marchés internationaux et des institutions financières.

Le Honduras a souligné le rôle du tourisme durable dans la protection des ressources naturelles et dans la réussite d'un développement durable. La représentante hondurienne a déclaré qu'il est nécessaire de coordonner les efforts nationaux et internationaux pour l'éradication de la pauvreté.

L'Inde a appelé à un objectif individuel sur les inégalités et la pauvreté. Appelant à des politiques intégrées tenant compte de tous les aspects de l'éradication de la pauvreté, Haïti a souligné la vulnérabilité des pauvres face aux chocs, comme ceux découlant des changements climatiques.

Le Paraguay a plaidé pour un ODD centré sur le renforcement de la participation de la société civile, ainsi que l'amélioration de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud.

Le Saint-Siège a souligné le besoin d'une approche ascendante, véritablement centrée sur l'être humain, de l'éradication de la pauvreté. Le représentant du Vatican a mis en exergue l'inclusion des groupes marginalisés dans la vie sociale, politique, économique et culturelle, pour leur offrir les mêmes opportunités de pourvoir aux besoins de leurs familles.

La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a mis l'accent sur les effets des désastres et des situations d'urgence sur les efforts d'éradication de la pauvreté, en soulignant les effets disproportionnés de ces événements sur les populations pauvres et vulnérables.

Le Grand groupe des Femmes a signalé la discrimination structurelle et institutionnelle qui a mené à une « féminisation de la pauvreté ». La représentante des Femmes a appelé à une pleine participation des femmes dans la conception et la mise en œuvre des ODD, et a émis des recommandations pour l'inclusion, entre autres: des droits reproductifs; de l'agriculture locale; des droits économiques; des conditions de travail dignes; de mettre un terme aux violences contre les femmes; et des changements climatiques.

Le Grand groupe des ONG a plaidé pour que les ODD, entre autres: soient centrés sur les personnes; guidés par les droits de l'homme; d'ordre éthique et ouvert à tous; abordent le développement rural et l'agriculture durable pour les petits agriculteurs; abordent l'extraction des ressources naturelles; bâtissent un nouveau système économique et financier plus incluant au niveau mondial; et incluent des mécanismes de responsabilité.

Le Grand groupe des Autorités locales a appelé à un agenda unique et convergent de développement post-2015. La représentante de ce groupe a souligné le besoin de larges consultations et d'une solide appropriation de l'agenda, avec des indicateurs locaux, nationaux et mondiaux.

Le Grand groupe Enfance et Jeunesse a souligné que les intérêts des jeunes doivent être au centre de l'éradication de la pauvreté. La représentante de ce groupe a estimé que ces populations doivent être intégrées dans la conception et la mise

en œuvre des ODD, et que des indicateurs spécifiques des avantages pour les enfants et les jeunes doivent être créés pour chaque objectif.

Résumant les discussions, le co-Président Kőrösi a appelé à une action forte et coopérative, et a déclaré que la mission du Groupe est de « fabriquer la colonne vertébrale d'un agenda de transformation ». Concernant les questions conceptuelles relatives aux ODD, Kőrösi a énuméré les points de convergence suivants, entre autres: les Principes de Rio, y compris les RCD, devraient guider la formulation des objectifs; les objectifs devraient être cohérents vis-à-vis du droit international et ne pas conduire à la renégociation des accords existants; les ODD doivent être concis et centrés; les ODD devraient être adressés tant aux pays en développement qu'aux pays développés; les objectifs devraient être souples et avoir la capacité de répondre aux besoins particuliers des pays; les nouveaux indicateurs et types des données doivent être intégrés dans la mesure de chaque objectif; et l'échéancier des objectifs doit permettre de répondre aux questions émergentes au niveau mondial. Il a déclaré qu'il y a une convergence sur l'idée d'« universalité » des ODD, bien que les pays aient des conceptions différentes de la définition de ce terme. Kőrösi a également souligné l'accord sur le fait que tous les objectifs et cibles devraient refléter les trois dimensions du développement durable, ainsi que leurs interconnexions.

Concernant la question globale de l'éradication de la pauvreté, il a mis en exergue les points de vue convergents entre autres sur: la nécessité d'intégrer l'éradication de la pauvreté au centre des travaux du GTO; le besoin d'assurer que l'éradication de la pauvreté soit irréversible; l'identification des facteurs de pauvreté est cruciale pour son élimination; le caractère multidimensionnel de la pauvreté; et un besoin de se centrer davantage sur les effets des chocs externes et sur la « pauvreté de circonstance ». Il a déclaré qu'il existe une certaine convergence sur le besoin d'un objectif individuel d'éradication de la pauvreté, mais qu'il faudra définir de possibles modèles pour cet objectif lors des prochaines discussions. Kőrösi a également souligné le besoin d'apprendre des pays ayant obtenu de bons résultats dans l'éradication de la pauvreté et de leurs expériences.

Face à l'avenir, il a fait remarquer que les ODD continueront de solliciter les contributions de la communauté scientifique et de l'EST. Il a souligné le besoin de communiquer avec les autres processus post-2015 en cours, en appelant à la mise en place pour 2015 d'un « agenda de développement unique et cohérent, centré sur l'éradication de la pauvreté et les ODD ». Saluant la diversité de points de vue, il a remercié les délégués pour leur patience, leur attention et la productivité de leurs discussions.

PROGRAMME DE TRAVAIL (PT) 2013-2014

Les délégués ont examiné le projet de PT vendredi après-midi. Le co-Président Kamau a expliqué que les dates fixées dans le projet de PT ne sont pas flexibles, et qu'il y aurait des consultations supplémentaires, éventuellement avec le Comité d'experts intergouvernemental pour une stratégie de financement du développement durable, durant une série de réunions des Nations Unies ayant trait au sujet dans le courant de l'année.

Dans la discussion qui a suivi, plusieurs Parties ont soulevé des inquiétudes concernant le rassemblement des divers points ou les temps accordés. De nombreux pays, notamment l'Égypte, le Nicaragua s'exprimant aussi au nom du Brésil, la Barbade,

l'Iran, la Papouasie-Nouvelle Guinée s'exprimant aussi au nom de Nauru et de Palau, le Japon et l'Irlande, ont noté que l'inclusion ou le rassemblement des questions dans le PT ne devrait pas préjuger des ODD.

La Suisse, s'exprimant aussi au nom de la France et de l'Allemagne, a signalé que certains sujets étaient absents du programme, par exemple, la gouvernance, les droits de l'homme, les dynamiques démographiques et les questions transversales comme l'équité. Le représentant suisse a mis en garde contre le cloisonnement des sujets, et a suggéré de réorganiser les questions connexes.

L'Italie a soutenu le projet de PT à condition qu'il ne préjuge pas de la forme des ODD, qu'il ne soit pas considéré comme une liste préliminaire d'ODD et qu'il ne limite pas la possibilité pour les États de soulever d'autres sujets et d'en discuter. Le représentant italien a appelé à la souplesse, et à un environnement interactif accueillant les contributions des experts lors des prochaines sessions.

L'Égypte, le Nicaragua s'exprimant aussi au nom du Brésil, l'Iran, l'Irak, le Nigéria, la Lybie et le Venezuela ont préféré discuter de l'énergie dans le cadre de la croissance soutenue et inclusive et des questions macroéconomiques, plutôt que dans l'ensemble sur les villes durables et le développement humain. L'Arabie Saoudite a fait objection au rassemblement de l'énergie avec les transports et les changements climatiques, en déclarant que la discussion devrait se centrer sur l'accès à l'énergie pour les pauvres et être plutôt incluse dans la session sur la croissance économique soutenue et inclusive. Chypre, s'exprimant aussi au nom de Singapour et des EAU, a noté que la façon dont l'énergie a été incluse dans le programme limite la discussion à son sujet.

L'inclusion de questions systémiques, comme la stabilité financière, a été soutenue par l'Égypte et l'Indonésie, s'exprimant aussi au nom de la Chine et du Kazakhstan. L'Iran, le Pakistan et l'Inde ont appelé à ajouter la gouvernance globale et, avec l'Argentine, l'architecture financière du PT.

Les pays ont plaidé pour la discussion des moyens de mise en œuvre pour chacun des thèmes mentionnés par l'Égypte, l'Iran, l'Équateur et le Nigéria. La Pologne, s'exprimant aussi au nom de la Roumanie, a proposé de discuter des moyens de mise en œuvre à un autre moment du PT.

Concernant le point de l'ordre du jour sur les conflits, la paix et la sécurité, le Nicaragua s'exprimant aussi au nom du Brésil et de l'Argentine, a appelé à sa reformulation pour qu'il s'applique aux pays en situations spéciales. L'Indonésie, s'exprimant aussi au nom de la Chine et du Kazakhstan a proposé sa suppression et, avec l'Iran, a appelé à son application aux pays en situation de post-conflit. Le Liban a appelé à inclure dans la discussion la prévention des conflits; et le Pakistan a noté que la notion de développement reliée à la paix et à la sécurité est importante. Le Guatemala, s'exprimant aussi au nom de la Colombie, a demandé l'examen de la règle de droit, et de la prévention du crime et des conflits. L'Argentine a demandé, entre autres, l'inclusion des pays en situation de post-conflit et des pays à revenus intermédiaires dans la session sur les pays en situations spéciales et a appelé à la discussion des questions structurelles, notamment l'architecture financière internationale.

L'Indonésie, s'exprimant aussi au nom de la Chine et du Kazakhstan, a proposé de replacer les droits de l'homme avec le droit au développement, et a appelé à un ordre du jour corrigé.

L'Égypte et la Tanzanie ont noté que la sécheresse n'est pas présente dans le PT. La Tunisie a proposé un point à part pour la santé; l'amélioration de l'éducation des sciences; et la discussion des changements climatiques dans la session sur la désertification, la sécurité alimentaire et la nutrition. La Lybie et la Tunisie ont plaidé pour inclure une discussion sur les mers dans le point sur les océans.

Le Vietnam, s'exprimant aussi au nom du Bhoutan et de la Thaïlande, a exprimé sa préférence pour des sessions plus longues. Faisant observer que le PT n'est pas « un document parfait », les États-Unis ont affirmé qu'il offre néanmoins une base pour avancer. L'Australie, s'exprimant aussi au nom des Pays-Bas et du Royaume-Uni, a exprimé sa volonté de travailler selon l'approche déterminée.

Le Belarus a appelé à la prise en compte des pays à économies en transition dans le PT.

Le co-Président Kamau a remercié les délégués pour leurs apports constructifs. Il a assuré au Groupe que le PT n'est pas une « liste avec un but caché », et qu'il serait retravaillé par les co-Présidents suivant les contributions des pays. Présentant un PT corrigé pour les deux prochaines sessions, il a proposé que la GTO3 couvre la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable, la sécheresse et la désertification, la dégradation des sols, et l'eau et les aspects sanitaires. Pour la GTO4, il a proposé d'inclure la santé et les dynamiques démographiques, l'emploi et le travail digne pour tous, la protection sociale, et la jeunesse et l'éducation.

Le co-Président Kamau a expliqué qu'une discussion sur les moyens de mise en œuvre sera menée pour chaque domaine et que le PT 2013-2014 révisé sera rendu public dans les jours à venir. Il a clos la GTO 2 à 17h50.

RÉUNIONS À VENIR

Réunion régionale de mise en œuvre pour l'Asie et le Pacifique sur le document final de Rio+20: La Réunion régionale de mise en œuvre (RRM) pour l'Asie et le Pacifique abordera les perspectives régionales du processus global issu de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tel que l'établissement du Forum politique de haut niveau, qui doit remplacer la Commission du développement durable, et l'élaboration des objectifs de développement durable, et déterminera le suivi à mettre en place au niveau régional. La réunion est organisée par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique. **dates:** 22-24 avril 2013 **lieu:** Bangkok, Thaïlande **contact:** Secrétariat de l'ESCAP **email:** escap-esdd-oc@un.org **www:** <http://www.unescap.org/events/RIM2013>

Débat thématique de l'AGNU: changements climatiques, énergie verte et durabilité des eaux: La 67^{ème} Session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) accueillera le débat thématique sur les changements climatiques, l'énergie verte et la durabilité des eaux le 16 mai 2013. **date:** 16 mai 2013 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Bureau du Président de l'Assemblée générale **www:** <http://www.un.org/en/ga/president/67/>

Troisième session du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs du développement durable: L'ordre du jour de la troisième session

du Groupe de travail ouvert doit encore être confirmé. **dates:** 22-24 mai 2013 (provisoire) **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Direction du développement durable des Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Réunion régionale de mise en œuvre du document final de Rio+20 pour la région arabe: La RRM de la région arabe discutera des résultats de la Conférence des Nations Unies pour le développement durable et de ce qu'ils impliquent pour l'agenda de développement durable de la région arabe. La réunion est organisée par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale. **dates:** 29-30 mai 2013 **lieu:** Dubaï, EAU **contacts:** Reem Nejdawi ou Rita Wehbe, Secrétariat de l'ESCWA **téléphone:** +961-1-978 578 ou +961-1-978-513 **fax:** +961-1-981 510/511/512 **emails:** nejdawi@un.org ou wehbe@un.org **www:** <http://www.escwa.un.org/information/meetingdetails.asp?referenceNum=2044E>

Conférence internationale du travail: La 102^{ème} session de cette conférence est organisée par l'Organisation internationale du travail (OIT), et comprendra la présentation d'un document et un débat général sur « le développement durable, le travail digne et les emplois verts ». **dates:** 5-20 juin 2013 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Bureau des relations officielles de l'OIT **téléphone:** +41-22-799-8944 **fax:** +41-22-799-7732 **email:** RELOFF@ilo.org **www:** <http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/102/lang--en/index.htm>

Conférence de haut niveau des pays à revenu intermédiaire: Cette conférence vise à créer une plateforme pour l'échange de connaissances et le tissage de liens entre les pays à revenu intermédiaire, et à élaborer un plan d'action et une déclaration conjointe pour contribuer aux discussions du Programme de développement post-2015, ainsi qu'à faciliter la mise en réseau des structures de gouvernance pour le partage de connaissances. La conférence sera accueillie et organisée par le Gouvernement du Costa Rica et accompagnée par l'initiative Réseaux de prospérité de l'ONUDI. Les réunions préparatoires se tiendront à Genève, à Vienne, à New York et à Washington DC, avec un Débat ouvert sur le financement d'un développement économique durable prévu pour le 7 mai à New York. **dates:** 12-14 juin 2013 **lieu:** San José, Costa Rica **téléphone:** +43-1-26026-0 **fax:** +43-1-2692669 **email:** MIC-Conference@unido.org **www:** <http://micconference.org/conference/>

Quatrième Session du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs du développement durable: L'ordre du jour de la quatrième session du Groupe de travail ouvert doit encore être confirmé. **dates:** 17-19 juin 2013 (provisoire) **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Direction du développement durable des Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

20^{ème} Session de la Commission du développement durable: La 20^{ème} et dernière session de la Commission du développement durable (CDD20) se tiendra à la suite de la première réunion du Forum politique de haut niveau (FPHN). La réunion du FPNH est prévue pour septembre. **date:** 2 septembre 2013 (provisoire) **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Direction du développement durable des Nations Unies

téléphone: +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1211>

Événement spécial de l'AGNU sur le suivi des efforts déployés pour la réalisation des OMD: l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) tiendra cette journée-événement au cours de sa 68^{ème} session en septembre. Ceci constituera l'occasion pour les décideurs d'identifier les actions nécessaires pour compléter le processus des OMD et pour fournir des orientations sur les priorités à suivre. **date:** 25 septembre 2013 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Saijin Zhang **téléphone:** +1-212-963-2336 (Affaires de l'Assemblée générale), +1-212-963-7172 (Protocole et Liaison) **fax:** +1-212-963-1921 **www:** <http://www.un.org/en/ga/>

Premier Forum annuel de mise en œuvre du développement durable: Le bureau des Nations Unies pour le développement durable (UNOSD) accueillera le premier Forum annuel de mise en œuvre du développement durable (FMDD) du 28 au 31 octobre 2013, à Incheon, République de Corée. Le FMDD vise à servir de plateforme pour le partage des meilleures pratiques dans la formulation et la mise en œuvre des programmes de développement durable, dans l'examen des impacts, et dans la conception de nouvelles et meilleures voies pour mettre en œuvre le développement durable. Le programme du FMDD annuel comprend également des questions relatives: à l'élargissement de la mise en œuvre; à la recherche de solutions efficaces pour surmonter les contraintes et affronter les défis de la mise en œuvre; à examiner les questions nouvelles dans le contexte de la planification et de la mise en œuvre; à la promotion de l'interface science-politique-pratique pour garantir la transition vers la durabilité; et à promouvoir et faciliter les partenariats, ainsi que la construction de communautés de praticiens. Le FMDD inclura des dialogues politiques de haut niveau, des sessions de formation, des séminaires, des événements en marge, et des discussions d'experts sur les questions intersectorielles du développement durable et de l'économie verte, et sur les meilleures pratiques dans l'élaboration de stratégies et la mise en œuvre des politiques. **dates:** 28-31 octobre 2013 **lieu:** Incheon, République de Corée **contact:** Secrétariat du FMDD, UNOSD **téléphone:** +82-32-822-9088 **fax:** +82-32-822-9089 **email:** unosd@un.org **www:** www.unosd.org

Cinquième Session du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs du développement durable: L'ordre du jour de la cinquième session du Groupe de travail ouvert doit encore être confirmé. **dates:** 25-27 novembre 2013 (provisoire) **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Direction du développement durable des Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Sixième Session du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs du développement durable: L'ordre du jour de la sixième session du Groupe de travail ouvert doit encore être confirmé. **dates:** 9-13 décembre 2013 (provisoire) **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Direction du développement durable des

Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Septième Session du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs du développement durable: L'ordre du jour de la septième session du Groupe de travail ouvert doit encore être confirmé. **dates:** 6-10 janvier 2014 (provisoire) **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Direction du développement durable des Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Huitième Session du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs du développement durable: L'ordre du jour de la huitième session du Groupe de travail ouvert doit encore être confirmé. **dates:** 3-7 février 2014 (provisoire) **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Direction du développement durable des Nations Unies **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

GLOSSAIRE

| | |
|---------|--|
| APD | Aide publique au développement |
| CARICOM | Communauté des Caraïbes |
| CBDR | Responsabilités communes mais différenciées |
| CEDEAO | Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest |
| CPD | Consommation et production durables |
| DHN | Débat de haut niveau des Nations Unies sur le Programme de développement post-2015 |
| DPI | Droits de propriété intellectuelle |
| EST | Équipe de soutien technique des Nations Unies |
| FPHN | Forum politique de haut niveau |
| GTO | Groupe de travail ouvert |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| OMD | Objectifs du millénaire sur le développement |
| PMA | Pays les moins avancés |
| PMOJ | Plan de mise en œuvre de Johannesburg |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| PT | Programme de travail |